

# Les inégalités: un risque macroéconomique aux États-Unis peut-il servir de leçon en Suisse?

Les économistes du XIX<sup>e</sup> siècle pressentaient déjà que les inégalités de revenu et de fortune peuvent avoir d'importantes conséquences macroéconomiques. Ils avaient également compris que les facteurs institutionnels ont une influence déterminante sur la distribution des revenus. Cette double réalité a été négligée dans les années précédant la récente crise économique mondiale. Les États-Unis peuvent servir de cas d'école pour illustrer comment les changements institutionnels contribuent aux inégalités et quelles en sont les conséquences économiques. Nul doute que la Suisse peut en tirer de précieux enseignements.



Le mouvement de protestation *Occupy Wall Street* s'est nourri du malaise ressenti par une partie de la population américaine face au recul de la mobilité sociale, aux privilèges politiques dont bénéficie Wall Street par rapport à Main Street et à l'aggravation des inégalités économiques.

Photo: Keystone

- 1 US Census Bureau.
- 2 Alveredo et al. (2012).
- 3 Dell et al. 2005, Schaltegger & Gorgas (2011).
- 4 OFS (2012).

La distribution des revenus a longtemps été le cheval de bataille de l'économie politique. Pour David Ricardo, elle en était même l'objet par excellence. Les mécanismes de distribution de la prospérité nationale entre classes sociales ont donc été largement étudiés, de même que leurs conséquences sur le développement économique. Ce n'est qu'à partir de l'après-guerre que nombre d'économistes se sont désintéressés des questions de distribution. Ils semblaient avoir trouvé, avec la théorie de la productivité marginale des prix des facteurs, une explication suffi-

sante des modèles de distribution, à savoir que chaque facteur de production est rémunéré selon la valeur de son produit marginal. De plus, le modèle néoclassique a démontré qu'en présence de marchés du crédit parfaits, la distribution des revenus n'a aucune incidence sur la croissance économique. Une opinion largement répandue, pendant des années, estimait ainsi que la recherche économique devait en priorité s'occuper de croissance économique et non de distribution des revenus. Robert Lucas, nobélisé en 1995, considérait même que se concentrer sur la distribution des revenus était ce qui pouvait arriver de pire aux sciences économiques.



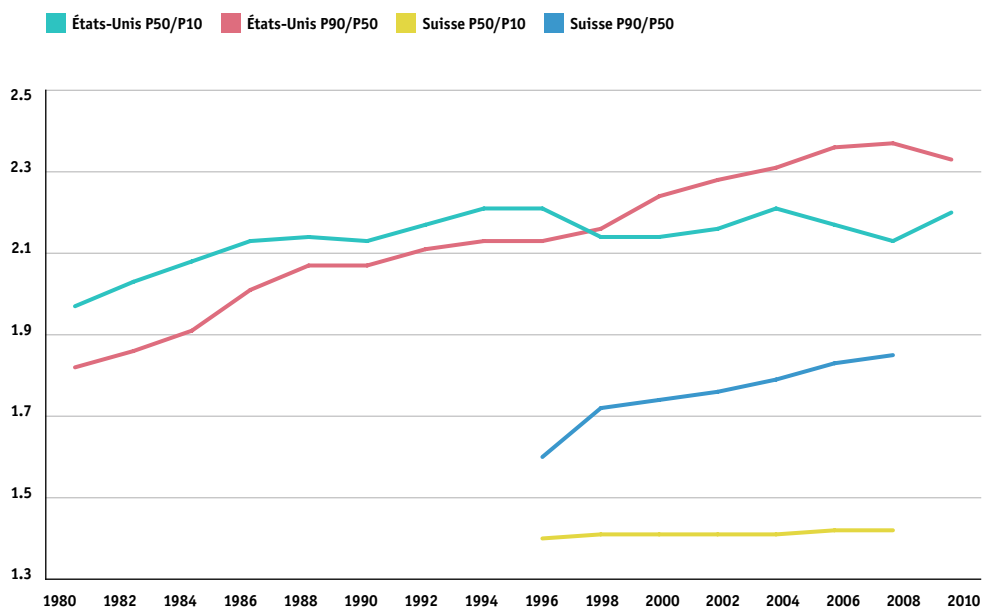
**Noé Wiener**  
Doctorant en sciences économiques, New School for Social Research, New York

## Les tendances en matière de distribution des revenus aux États-Unis et en Suisse

La crise économique mondiale a remis l'inégale distribution des revenus et des richesses à l'ordre du jour. Le mouvement de protestation *Occupy Wall Street* s'est nourri du malaise ressenti par une partie de la population américaine face au recul de la mobi-

Graphique 1

Évolution du rapport interdécile des revenus bruts des salariés travaillant à plein temps, 1980–2010



Source: OCDE / La Vie économique

lité sociale, aux privilèges politiques dont bénéficie Wall Street par rapport à *Main Street* (un raccourci désignant l'économie réelle et, au-delà, les intérêts de la classe moyenne) et à l'aggravation des inégalités économiques. Les faits sont, en outre, moins controversés sur le plan scientifique: les données issues des recensements montrent que de 1979 à 2009 le revenu réel moyen des 20% des familles disposant des revenus les plus faibles a reculé de 7,4%, tandis que celui des 20% des familles aux revenus les plus élevés s'est accru de 49%<sup>1</sup>. Tous les indicateurs confirment cette évolution.

Comme le montre le *graphique 1*, aux États-Unis, l'inégalité des revenus bruts dans la moitié supérieure de l'échelle de distribution n'a pratiquement pas cessé de s'accroître depuis 1980, alors que dans la moitié inférieure, elle s'est stabilisée vers le milieu des années nonante. Pour la Suisse, les séries chronologiques, bien que plus courtes, montrent clairement que les inégalités sont non seulement moins marquées qu'outre-Atlantique, mais encore plus stables dans la moitié inférieure de la distribution. Il n'en reste pas moins que là aussi, les revenus les plus élevés s'écartent toujours plus de la moyenne.

Ces inégalités croissantes – en particulier en ce qui concerne les revenus les plus élevés – se reflètent dans la part dévolue aux différents groupes de revenus étasuniens dans le total. Le mouvement *Occupy Wall Street* l'a d'ailleurs fait savoir au monde entier: en 1970, le pourcent de contribuables les plus

fortunés percevaient 7,8% du total des revenus bruts du pays et, en 2010, pas moins de 17,4%<sup>2</sup>. En Suisse, la distribution par groupes de revenus est restée relativement stable au cours du XX<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>.

L'analyse des indicateurs d'inégalités, qui tiennent compte de l'ensemble de la distribution et non seulement de ses zones extrêmes, donne des résultats comparables. En Suisse, on observe une légère augmentation des inégalités entre 2001 et 2007, suivie d'une nouvelle baisse<sup>4</sup>. En comparaison internationale, la distribution des revenus en Suisse est non seulement relativement stable, mais aussi égalitaire. Le *graphique 2* montre que la distribution des revenus du travail et des capitaux entre les ménages est moins inégale en Suisse que dans la moyenne des pays de l'OCDE.

La réduction des inégalités par des transferts et par la fiscalité est cependant nettement moins importante en Suisse et aux États-Unis que dans d'autres pays, ce qui explique qu'en matière de distribution des revenus disponibles, la Confédération ne figure qu'au huitième rang du classement des pays de l'OCDE, alors que pour les revenus des capitaux, elle occupe la première place (inégalité la plus faible).

## Les causes de l'augmentation des inégalités

Cette évolution de la situation s'est traduite par un net regain d'intérêt des sciences économiques pour les causes et les consé-

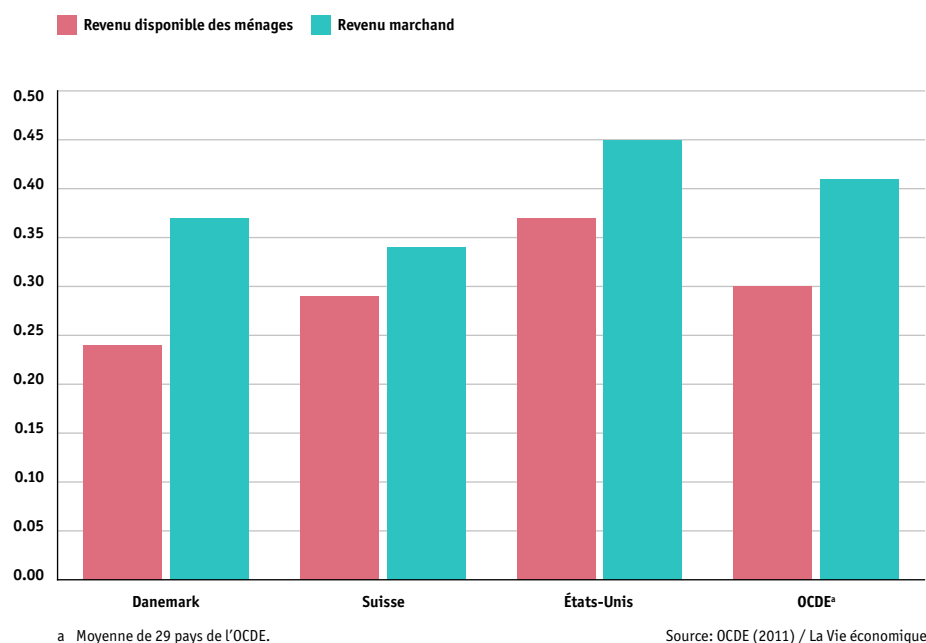
Encadré 1

### Mesure des inégalités

- **Coefficient de Gini**: cette mesure très répandue des inégalités peut théoriquement varier entre 0 (distribution parfaitement égale) et 1 (perception de la totalité des revenus par une seule personne). On peut dire, en simplifiant, que le coefficient de Gini se calcule à partir des différences entre tous les revenus, de sorte qu'il tient compte de l'ensemble de la distribution. Il est particulièrement sensible aux écarts dans la zone des revenus moyens.
- **Rapport interdécile**: cet indicateur est le quotient des revenus correspondant à deux seuils différents de la distribution. La mesure P90/P10, par exemple, divise le revenu des ménages du 9<sup>e</sup> décile (au-dessus duquel se situent 10% des ménages) par celui des ménages du 1<sup>er</sup> décile (au-dessous duquel on trouve 10% des ménages). Le rapport interdécile est un moyen simple d'analyser des zones différentes de la distribution, mais il ignore les écarts que présentent les autres zones, en particulier pour les revenus très élevés et très faibles.

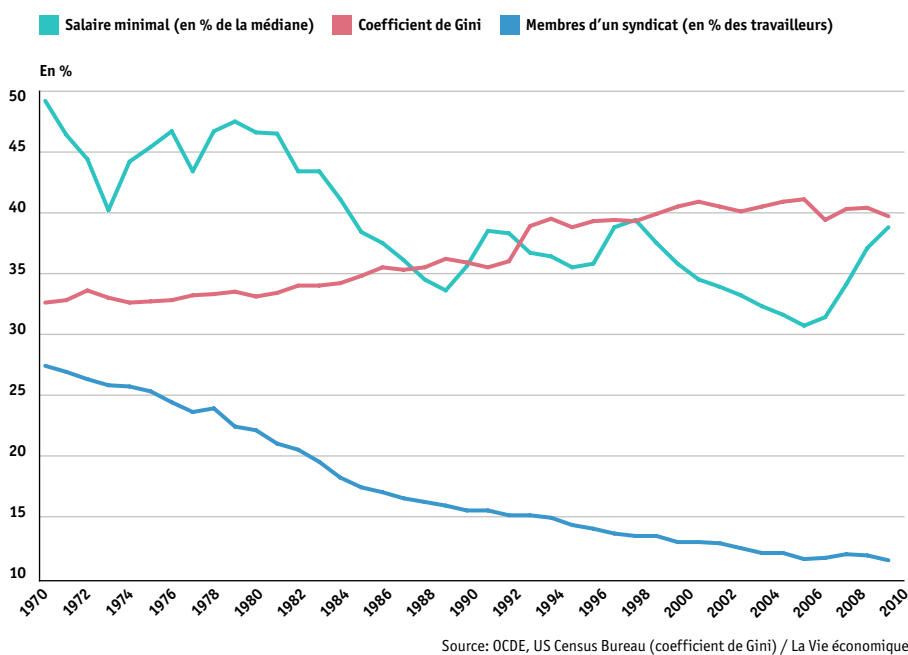
Graphique 2

## Coefficient de Gini relatif à la distribution du revenu marchand et du revenu disponible des ménages



Graphique 3

## États-Unis: salaire minimal, taux d'organisation syndicale et coefficient de Gini relatif au revenu des salariés à plein temps, 1970-2010



quences des inégalités dans la distribution des revenus. Dans le premier cas, les économistes s'appuient fréquemment sur les variantes du modèle théorique de l'offre et de la demande de travailleurs suivant leur productivité. En particulier, la théorie dite de l'évolution des technologies favorisant les emplois qualifiés («skill-biased technological change») explique les inégalités de revenus croissantes par un glissement de la demande en faveur de travailleurs mieux formés. Selon cette théorie, le progrès technique – en particulier la large diffusion des ordinateurs – favorise les travailleurs hautement qualifiés, dont la productivité augmente plus que proportionnellement, tout en se substituant aux travailleurs les moins qualifiés œuvrant dans des travaux de routine.

Ce modèle théorique a été souvent critiqué ces dernières années<sup>5</sup>. On observe en effet que la dynamique des inégalités et l'évolution technologique ne se recoupent ni dans le temps ni dans l'espace: dans nombre de pays industrialisés, les inégalités ont crû dans des proportions différentes, alors même que les profils d'exigences y évoluaient de la même manière<sup>6</sup>. Selon d'autres modèles explicatifs, il y aurait lieu d'ajouter une analyse approfondie des changements institutionnels. À cet égard, parmi les facteurs considérés comme importants dans différentes études figurent notamment le degré de couverture syndicale, la politique de salaire minimal et la fiscalité<sup>7</sup>. L'hypothèse est la suivante: les institutions du marché du travail au sens large influencent le pouvoir de négociation des travailleurs<sup>8</sup>. Un État social bien développé, un droit du travail assurant une bonne protection des travailleurs et des syndicats influents tendent à renforcer la position des travailleurs lors des négociations salariales et peuvent ainsi prévenir l'augmentation des écarts salariaux.

Le graphique 3 présente l'évolution de deux facteurs d'influence institutionnels potentiels – à savoir le rapport entre salaires minimal et médian et le taux d'organisation syndicale – depuis 1970 aux États-Unis. Il laisse supposer que ces facteurs institutionnels pourraient avoir joué un rôle dans le creusement des inégalités outre-Atlantique. Dans une récente étude empirique, on a par ailleurs examiné l'influence de la mondialisation, du progrès technologique et de l'évolution de la réglementation sur la distribution des salaires dans 22 États membres de l'OCDE depuis les années quatre-vingt<sup>9</sup>. Il apparaît que durant la période analysée, le rapport entre les salaires des neuvième et premier déciles s'est accru de 0,47% par an en moyenne. Selon les estimations de l'OCDE, la déréglementation des marchés du

5 Harjes (2007), Dell et al. (2005).

6 Neckermann & Torche (2007).

7 Voir par exemple Fortin & Lemieux (1997), Saez (2004).

8 Levy & Temin (2007).

9 OCDE (2011).

10 Plusieurs autres facteurs, non significatifs s'ils sont considérés isolément, ont entraîné ensemble une augmentation des inégalités de 0,29% par année.

11 OCDE (2011).

12 Barba & Pivetti (2009); Kumhof & Rancière (2010); Van Treeck & Sturn (2012).

13 Acemoglu (2011).

14 Bordo & Meissner (2012).

travail et des produits d'une part et le progrès technologique d'autre part se sont traduits par une augmentation des inégalités de respectivement 0,42% et 0,32% par an. Les investissements dans la formation les ont en revanche sensiblement atténuées (-0,50% par an)<sup>10</sup>.

Enfin, l'analyse doit tenir compte des effets de la déréglementation des marchés du travail et des produits sur la participation à la vie active et le chômage. On observe ainsi que les mesures prises en matière de déréglementation s'accompagnent souvent d'une augmentation du taux d'emploi, ce qui réduit les inégalités entre les personnes actives. L'effet global de la déréglementation n'est donc pas à sens unique<sup>11</sup>.

### Conséquences macroéconomiques

Depuis que la crise financière mondiale a éclaté en 2007, les économistes se sont davantage penchés non seulement sur les causes, mais encore sur les conséquences des inégalités, étudiant notamment les problèmes qui, au plan macroéconomique, pouvaient surgir de leur croissance. On sait que la crise – même si elle a ensuite évolué différemment selon les régions du monde et les pays – a été directement déclenchée par l'éclatement de la bulle immobilière amé-

ricaine, résultant lui-même du fait qu'une multitude de bénéficiaires de crédits hypothécaires à risque se sont subitement trouvés en défaut de paiement. Il s'agit donc d'examiner s'il existe un lien entre le creusement des inégalités et la précarité financière croissante des ménages.

Aux États-Unis, dans un contexte de chute des investissements et des exportations nettes, le taux de consommation élevé des ménages a longtemps porté la demande économique globale. Revers de la médaille: l'endettement des ménages s'est accru, alors qu'il paraissait solidement couvert par la montée apparemment irrésistible des prix de l'immobilier. Le ratio dette/revenu disponible des ménages américains est ainsi passé de 72,1% en 1980 à 136,7% en 2006, à la veille de la crise. Dans le même temps, leur taux d'épargne net reculait massivement, passant de 10,1% à 2,5% (OCDE). Diverses études montrent que ce sont surtout les ménages de l'extrémité inférieure de l'échelle de distribution des richesses qui se sont beaucoup endettés, tandis que les 5% des ménages de l'extrémité supérieure maintenaient leur taux d'endettement aux environs de 70%<sup>12</sup>.

### Inégalités et endettement des ménages

En ce qui concerne l'existence d'un lien entre le creusement des inégalités et l'endettement des ménages, les tentatives d'explications se répartissent grosso modo en deux groupes, selon qu'elles sont fondées sur l'offre ou sur la demande. Les *explications fondées sur l'offre* considèrent ce lien comme indirect, voire inexistant. Les établissements financiers pourvoyeurs de crédits pourraient avoir subi, suite à l'aggravation des inégalités, des pressions politiques les poussant à compenser la stagnation du revenu réel des ménages de la moitié inférieure de l'échelle de distribution des revenus par l'octroi de crédits faciles. Selon *Rajan (2010)*, les interventions de plusieurs gouvernements américains – au demeurant bien intentionnées – visant à encourager la propriété du logement pour les ménages modestes auraient incontestablement contribué à former la bulle du marché immobilier et à détériorer la qualité des crédits. Les premiers responsables seraient donc les milieux politiques et non les établissements financiers. Cette thèse de Rajan a soulevé différentes critiques: elle surestimerait l'influence politique des classes défavorisées, sous-estimerait les effets de la déréglementation des marchés<sup>13</sup> et négligerait les explications «traditionnelles» du «boom» des crédits, à savoir le bas niveau des taux d'intérêt et le comportement procyclique décrit par Minsky<sup>14</sup>.

Encadré 2

#### Bibliographie

- Acemoglu D., *Thoughts on Inequality and the Financial Crisis*, présentation du 7 janvier 2011, Denver.
- Alvaredo F., Anthony A. B., Piketty T. et Saez E., *The World Top Incomes Database*, 2012. <http://g-mond.parisschoolofeconomics.eu/topincomes>.
- Barba A. et Pivetti M., «Rising Household Debt: Its Causes and Macroeconomic Implications – A Long-Period Analysis», *Cambridge Journal of Economics*, (33), 2009, pp. 113–137.
- Bordo M. et Meissner C., *Does Inequality Lead to a Financial Crisis?*, NBER Working Paper 17896, 2012, National Bureau of Economic Research.
- Office fédéral de la statistique, *Inégalité des revenus et redistribution par l'État. Composition, répartition et redistribution des revenus des ménages privés*, Neuchâtel, 2012, OFS.
- Dell F., Piketty T. et Saez E., *Income and Wealth Concentration in Switzerland over the 20<sup>th</sup> Century*, CEPR Discussion Paper n° 5090, 2005.
- Demos, *The Plastic Safety Net. How Households Are Coping in a Fragile Economy*, New York, 2005.
- Duesenberry, J., *Income, Savings and the Theory of Consumer Behavior*, Cambridge (MA), 1949, Harvard University Press.
- Fortin N. M. et Lemieux T., «Institutional Changes and Rising Wage Inequality: Is there a Linkage?», *The Journal of Economic Perspectives*, 11:2, 1997, pp. 75–96.
- Harjes T., *Globalization and Income Inequality: A European Perspective*, 2007, IMF Working Paper WP/07/169.
- Kumhof M. et Rancière R., *Inequality, Leverage and Crises*, 2010, IMF Working Paper WP/10/268.
- Levy F. et Temin P., *Inequality and Institutions in 20<sup>th</sup> Century America*, Working Paper 07-17, Cambridge (MA), 2007, Massachusetts Institute of Technology.
- Neckerman K. et Torche F., «Inequality: Causes and Consequences», *Annual Review of Sociology*, 33, 2007, pp. 335–357.
- OCDE, *Toujours plus d'inégalité. Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, 2011, éd. de l'OCDE.
- Rajan R., *Fault Lines. How Hidden Fractures Still Threaten the World Economy*, 2010, Princeton University Press.
- Saez E., *Income and Wealth Concentration in a Historical and International Perspective*, 2004, Working Paper.
- Schaltegger C. A. et Gorgas C., *The Evolution of Top Incomes in Switzerland over the 20<sup>th</sup> century*, Crema Working Paper n° 2011/06, 2011.
- Van Treeck T. et Sturn S., *Income Inequality as a Cause of the Great Recession? A Survey of Current Debates*, Genève, 2012, OIT.



À cette explication fondée sur l'offre s'oppose une *hypothèse axée sur la demande*. Les économistes de l'école classique savaient déjà que les ménages pauvres et les ménages riches consacrent des parts différentes de leur revenu à la consommation. Un glissement des revenus détenus par les ménages pauvres vers les riches peut donc influencer le taux d'épargne du pays. Dans le même temps, il peut aussi modifier la propension à épargner des différents groupes de revenus.

La *théorie des revenus relatifs*<sup>15</sup> offre un cadre explicatif possible. Selon celle-ci, les ménages les plus modestes tentent d'imiter les plus aisés de leur groupe de comparaison et de maintenir leur niveau de vie même en cas de diminution de leur revenu. Les ménages à faible revenu présenteraient donc, par rapport à leur population de référence ou à un revenu antérieur plus élevé, un taux d'épargne moindre que les ménages de l'extrémité supérieure de l'échelle de distribution des revenus, ce d'autant que les décisions en matière de consommation des ménages jouissant d'une aisance supérieure se répercuteraient en cascade dans les déciles inférieurs de la distribution. Les ménages aux revenus moindres financeraient alors ces dépenses par une participation plus intensive à la vie active, par une diminution de leur épargne ou par un endettement supérieur.

Une seconde explication axée sur la demande est de nature politico-économique. Sous la présidence de Ronald Reagan, on a commencé à progressivement démanteler l'État social américain et à confier la fourniture des prestations de prévoyance santé et vieillesse, ainsi que des prestations de formation, au secteur privé. Les revenus stagnants, on a alors assisté à l'essor d'un système de sécurité sociale fondé sur la monnaie plastique («Plastic Social Safety Net»), autrement dit financé par les dettes auxquelles incitent les cartes de crédit et le crédit à la consommation. Les ménages s'endettaient non seulement en cas d'événement imprévu, comme une perte d'emploi, ou d'urgence médicale, mais encore pour leurs besoins quotidiens. Une étude réalisée auprès de ménages ayant des dettes envers des émetteurs de cartes de crédit a révélé qu'un tiers d'entre eux avaient déjà eu recours à ce mode de financement pour payer leur loyer, des intérêts hypothécaires ou des denrées alimentaires<sup>16</sup>.

En Suisse également, il y aurait lieu d'analyser en détail l'endettement des ménages par groupes de revenus. La politique de crédit y étant cependant plus prudente, l'État social plus généreux et l'augmentation des inégalités moins importante qu'aux États-Unis, tout semble indiquer que le problème s'y pose avec moins d'acuité. Le taux d'épargne des

ménages n'a pratiquement pas varié entre 1995 et 2007, atteignant quelque 12,7% du revenu disponible. En Suisse, le ratio dettes des ménages/PIB est certes relativement élevé, mais cela s'explique notamment par la plus grande valeur des biens. Notre pays se distingue, en outre, des États-Unis par un taux de propriété du logement moins élevé.

Le lien entre inégalités et situation financière des ménages reste à clarifier plus en détail. Il s'agit notamment de comprendre pourquoi l'endettement des ménages n'a pas suivi une évolution semblable dans tous les pays présentant une aggravation des inégalités. Les institutions sociales de l'État ont certainement beaucoup à y voir.

## Conclusion

L'évolution de la distribution des revenus devrait être attentivement examinée, au même titre que d'autres grandes variables macroéconomiques. Intervenir serait en outre possible, le cas échéant, par le biais de la fiscalité. En Suisse comme aux États-Unis, la concurrence fiscale entre régions s'est traduite, ces dernières décennies, par une baisse des taux d'imposition des hauts revenus. On dispose donc de la marge de manœuvre nécessaire pour procéder à une redistribution. Il est, en particulier, indispensable d'éviter un effritement des bas salaires, tel qu'on l'a observé aux États-Unis. Les institutions du marché du travail sont appelées à jouer à cet égard un rôle important. ■

15 Duesenberry (1949).

16 Demos (2005).